

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 18/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ONDAL FRANCE**

2 RUE DENIS PAPIN  
BP 305  
57200 Sarreguemines

Références : SARREGUEMINES\_ONDAL\_2025-07-17\_RAPVI\_echeances\_secheresse\_LV\_01747  
Code AIOT : 0006201850

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2025 dans l'établissement ONDAL FRANCE implanté 2 Rue Denis Papin 57200 Sarreguemines. L'inspection a été annoncée le 16/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 12 mai 2025 s'inscrit dans le cadre d'une action de suivi des échéances sur la thématique sécheresse, dont la précédente visite d'inspection a été réalisée le 4 septembre 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONDAL FRANCE
- 2 Rue Denis Papin 57200 Sarreguemines
- Code AIOT : 0006201850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ondal France, qui appartient au groupe espagnol Persán S.A., exploite à Sarreguemines une installation de production de soins capillaires pour les professionnels, de colorations et de produits de soins du visage et du corps. Au titre des ICPE, elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-200 du 3 juin 2010 modifié et complété par l'arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-227 du 17 octobre 2016, autorisant la société Ondal France à exploiter une installation de fabrication de produits capillaires soumise à autorisation environnementale sur le territoire de la commune de Sarreguemines.

Les arrêtés ministériels :

- du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

sont notamment applicables à l'installation.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 4.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
3	Dispositif totaliseur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Registre des volumes d'eau prélevés	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 4.1.1 partiel	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 12 mai 2025, l'inspection des installations classées propose au préfet de la Moselle de mettre en demeure l'exploitant sous 1 mois :

- d'équiper les installations de prélèvement d'eau d'un dispositif de mesure totalisateur relevé journallement (cf. point de contrôle n°3), en application de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susmentionné ;
- de compléter le registre de suivi des prélèvements d'eau de l'installation à fréquence hebdomadaire (cf. point de contrôle n°4), en application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susmentionné.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a relevé des non-conformités aux prescriptions contrôlées. Il est attendu que l'exploitant complète, sous 1 mois, le plan de gestion des eaux résiduaires de l'installation en faisant apparaître l'ensemble des compteurs d'eau internes (11) de l'installation (cf point de contrôle n°2).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 4.1.1 partiel								
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeur limite								
<b>Prescription contrôlée :</b>								
<p>[...] Le prélèvement maximal autorisé est de 50 000m<sup>3</sup> par an.</p> <p>L'exploitant devra établir un bilan annuel de sa consommation en eau. Ce document sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>								
<b>Constats :</b>								
<p>L'exploitant a présenté à l'inspection les bilans annuels des prélèvements d'eau du site en 2023 et 2024 :</p> <table> <tr> <th>Année</th><th>2023</th><th>2024</th></tr> <tr> <td>Volumes d'eau prélevés (m<sup>3</sup>)</td><td>43 306</td><td>48 149</td></tr> </table>			Année	2023	2024	Volumes d'eau prélevés (m <sup>3</sup> )	43 306	48 149
Année	2023	2024						
Volumes d'eau prélevés (m <sup>3</sup> )	43 306	48 149						
<p>La consommation maximale annuelle d'eau est respectée.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir augmenté son volume de production en pièces de 15% entre 2023 et 2024, ce qui explique l'augmentation de la consommation d'eau sur le site entre 2023 et 2024.</p> <p>Par courriel du 13 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'indicateur du volume de production rapporté à la consommation d'eau en 2023 et 2024 (en tonne de produit/litre eau consommée), démontrant que la consommation d'eau par pièce</p>								

<p>tonne de produit/litre eau consommée), démontrant que la consommation d'eau par pièce produite est quasi identique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2023 : 2.5 m3/t ;</li> <li>• 2024 : 2.3 m3/t.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Plan des réseaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 4.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plans</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/11/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• [...]les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 4 septembre 2024, un plan de gestion des eaux pluviales daté a été présenté à l'inspection faisant apparaître les secteurs collectés et les points de rejet.</p> <p>Par courriel du 20 décembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan de gestion des eaux d'alimentation de l'installation, faisant apparaître les points de branchement de la distribution d'eau sur le site, les secteurs collectés et les compteurs d'eau liés à la distribution.</p> <p>L'inspection note que les informations suivantes restent manquantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un titre doit y être ajouté, faisant mention qu'il s'agit de la gestion des eaux d'alimentation du site ;</li> <li>• la date de la dernière mise à jour doit figurer sur ce plan.</li> </ul> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas présenté à l'inspection des installations classées de plan de gestion des eaux résiduaires.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12 mai 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection une commande du 13 février 2025 pour l'identification des réseaux du site par une société extérieure.</p> <p>L'exploitant a également présenté le plan des réseaux des eaux résiduaires sur le logiciel Autocad</p>

<p>faisant apparaître les secteurs collectés, les réseaux associés, la station de traitement interne et le point de rejet des eaux industrielles. Les compteurs d'eau présents tout au long du process restent manquants.</p> <p>Par courriel du 16 mai 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan des réseaux PDF de l'installation daté du 13 mai 2025 avec légende présentant notamment le plan de gestion des eaux pluviales, le plan d'alimentation de l'eau sur le site et le plan de gestion des eaux résiduaires. L'inspection note que les compteurs d'eau internes du process industriel ne figurent pas sur le plan de gestion des eaux résiduaires transmis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit compléter le plan de gestion des eaux résiduaires de l'installation en faisant apparaître l'ensemble des compteurs d'eau internes (11) de l'installation. Cette action corrective est attendue sous 1 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Dispositif totaliseur

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Comptage eau prélevée</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu la consommation d'eau de l'exploitant en 2024 (via les factures), le débit prélevé journalier est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour. Aussi, l'exploitant doit effectuer un relevé journalier de sa consommation d'eau via un dispositif de mesure totaliseur.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que le fournisseur de l'alimentation en eau potable sur le site a changé au mois de février 2024 (de la société VEOLIA à la société SAUR) ;</li> <li>• ne plus avoir de compteur d'eau fonctionnel pour ses deux lignes d'alimentation en eau potable depuis cette date.</li> </ul> <p>L'exploitant a justifié à l'inspection le changement des deux compteurs d'eau alimentant le site par la SAUR le 2 mai 2025. L'inspection a constaté lors de la visite de terrain via un regard la présence de deux compteurs d'eau sur chacune des deux lignes alimentant le site, sans pouvoir toutefois vérifier leur fonctionnement (ligne enterrée).</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection par courriel du 13 juin 2025 que la télé relève n'est pas mise</p>

en place par la SAUR malgré les relances de l'exploitant (émetteur radio permettant d'émettre les informations de la consommation pas encore remplacé).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sous 1 mois de respecter l'article 15 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Registre des volumes d'eau prélevés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, dispositif de mesure totalisateur – relevé des débits prélevés

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/11/2024

**Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :  
1° [...]des volumes d'eau prélevés, [...] associés à chaque milieu de prélèvement [...]. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;  
[...]

**Constats :**

Vu la consommation d'eau de l'exploitant en 2024 (via les factures), le débit prélevé journalier est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour. Aussi, l'exploitant doit effectuer un relevé journalier de sa consommation d'eau via un dispositif de mesure totaliseur.

L'exploitant a indiqué à l'inspection :

- que le fournisseur de l'alimentation en eau potable sur le site a changé au mois de février 2024 (de la société VEOLIA à la société SAUR) ;
- ne plus avoir de compteur d'eau fonctionnel pour ses deux lignes d'alimentation en eau potable depuis cette date.

potable depuis cette date.

L'exploitant a justifié à l'inspection le changement des deux compteurs d'eau alimentant le site par la SAUR le 2 mai 2025. L'inspection a constaté lors de la visite de terrain via un regard la présence de deux compteurs d'eau sur chaque des deux lignes alimentant le site, sans pouvoir toutefois vérifier leur fonctionnement (ligne enterrée).

L'exploitant a indiqué à l'inspection par courriel du 13 juin 2025 que la télé relève n'est pas mise en place par la SAUR malgré les relances de l'exploitant (émetteur radio permettant d'émettre les informations de la consommation pas encore remplacé).

Lors de la visite d'inspection du 4 septembre 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées son registre de suivi des prélèvements depuis 2018, montrant que la moyenne journalière du débit d'eau total prélevé est supérieure à 100 m<sup>3</sup> par jour.

L'inspection a constaté que les volumes d'eau prélevés ne sont pas renseignés hebdomadairement dans le registre de suivi de l'exploitant, mais à fréquence mensuelle.

Lors de la visite d'inspection du 12 mai 2025, l'inspection a constaté (cf constat précédent) :

- que deux compteurs d'eau sont présents sur chacune des deux lignes alimentant le site, sans pouvoir toutefois vérifier leur fonctionnement (ligne enterrée) ;
- que la télé relève informatique des volumes d'eau prélevés n'est pas opérationnelle ;
- que le registre de suivi des volumes d'eau prélevés à fréquence hebdomadaire n'est pas complété depuis 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sous 1 mois de respecter l'article 4-I (partiel) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois